

*Questions orales*

**L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre):** Monsieur le Président, tout le monde ici s'accorde à reconnaître que la situation est difficile, particulièrement pour les jeunes.

Voilà pourquoi notre gouvernement s'efforce, par son initiative de prospérité, par son budget et le reste, de créer les conditions fondamentales nécessaires à la reprise pour que les jeunes de notre pays puissent espérer trouver les instruments nécessaires afin d'assurer leur avenir.

Cela dit, mon collègue, le ministre de l'Emploi, a mis en place des programmes appropriés pour répondre aux besoins des jeunes qui ont quitté l'école; dans le cadre du programme Défi, nous avons mis en place les activités et les fonds nécessaires pour répondre aux besoins des étudiants en difficulté et nous assurer qu'ils retourneront à l'école. Nous croyons que l'éducation est l'instrument le plus fondamental dont ils ont besoin pour leur avenir.

Je trouve par ailleurs encourageant un chiffre, que Statistique Canada a rendu public récemment et selon lequel plus d'étudiants que l'année dernière pourront trouver de l'emploi; nous avons également investi de l'argent dans le programme pour faciliter la réalisation de cet objectif.

\* \* \*

**LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi.

Mardi, le ministre a déclaré que les petites et moyennes entreprises ne faisaient rien pour la formation des travailleurs.

Le ministre sait qu'une étude de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante révèle que ces sociétés ont dépensé l'an dernier 9,6 milliards de dollars pour la formation en cours d'emploi. Quand le ministre, qui a réduit la participation financière du gouvernement à la formation, cessera-t-il d'imputer ses propres échecs à l'entreprise?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** J'ignore pour qui ils prennent les Canadiens. Les députés d'en face prétendent que nous avons

réduit les fonds affectés à la formation alors que le budget a augmenté de 450 millions de dollars. C'est vraiment le comble.

Pour ce qui est de l'allégation du député, je n'ai jamais dit que les petites entreprises ne faisaient rien. Je comparais ce que font les sociétés canadiennes en matière de formation. Si nous voulons affronter une concurrence mondiale, nous devons nous comparer à nos concurrents. Or, les sociétés américaines dépensent deux fois plus que les canadiennes pour former les travailleurs, les japonaises cinq fois plus et les allemandes huit. Voilà ce que j'ai dit.

Si le député se donne la peine de discuter avec les dirigeants de petites entreprises, il constatera qu'ils sont d'accord pour dire qu'il faut investir davantage dans les ressources humaines.

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Monsieur le Président, mettons les choses au point. Le ministre n'a pas augmenté les crédits pour la formation.

**M. Valcourt:** C'est un mensonge.

**M. Peterson:** Il a dit que c'était un mensonge.

**M. le Président:** On peut fort bien avoir des divergences de vues, mais si quelqu'un a accusé un autre député de mentir, je voudrais qu'il se rétracte et que nous reprenions nos échanges normalement.

**M. Valcourt:** Monsieur le Président, je retire ces propos.

**M. Peterson:** Ce que le ministre a fait, c'est simplement détourner des fonds de l'assurance-chômage vers la formation. Mais ces fonds viennent intégralement des travailleurs et des employeurs. Ils ne sont pas injectés par le gouvernement fédéral. Ils sortent des poches des travailleurs et des employeurs.

**M. le Président:** Le député est en train de poser une question, et je suis sûr que la Chambre aura la courtoisie de le laisser donner son point de vue.

**M. Peterson:** La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a écrit une lettre au ministre. En voici un passage:

L'ignorance affichée par le ministre est incroyable, et les tentatives qu'il fait pour rejeter sur d'autres les difficultés en matière de formation sont déraisonnables.

Le ministre a dit que l'entreprise ne faisait rien pour aider à former les travailleurs, et je lui demande de s'excuser de cette erreur grossière.